



## **Non aux intimidations et à la répression du mouvement contre les E3C**

Nos organisations syndicales se sont clairement opposées au nouveau Bac Blanc inégalitaire.

Notre ministre est resté sourd et a maintenu la 1<sup>ère</sup> vague d'épreuves E3C.

Partout, depuis 2 semaines, sur tout le territoire, enseignant-e-s, mais aussi élèves et leurs parents, s'organisent pour refuser ces conditions d'examen.

Le mouvement est d'une ampleur inédite car cette réforme est massivement rejetée.

S'ils sont déterminés, ces rassemblements avec nos élèves et leurs parents n'en sont pas moins pacifiques.

En face, alors que des proviseur-e-s ont su écouter leurs équipes, leurs élèves, les parents, et ont pris la décision de reporter des épreuves qui ne pouvaient pas se passer dans ce climat de défiance, le rectorat explique vouloir les maintenir coûte que coûte et n'hésite pas à avoir recours à des intimidations, pressions, et à des dispositifs de sécurité (Equipes Mobiles de Sécurité) qui n'ont pas leur place dans nos établissements.

Dans de nombreux établissements, des élèves ne se sont pas présentés aux épreuves pour manifester leur opposition à cette réforme dont ils et elles sont les premières victimes.

Ici on leur fait repasser les épreuves, là on les menace d'un 0.

Pas de 0 ! Pas de sanctions pour nos élèves !

Pire. Au lycée Jehan de Chelles, le proviseur s'est montré brutal et injurieux avec une lycéenne qui se retrouve convoquée en conseil de discipline pour avoir répliqué.

Pas de matraques ! Pas de pressions ! Pas de sanctions sur nos élèves !

A tous les niveaux, les inégalités de traitement règnent !

Nous n'accepterons pas non plus que les enseignant-e-s soient intimidé-e-s ou sanctionné-e-s pour avoir participé à des mouvements de refus collectifs des E3C.

Le conflit s'enlise. Nous ne pouvons plus exercer nos métiers d'enseignement et d'éducation. Le ministre doit retirer ses réformes. Le recteur doit faire preuve de lucidité et de responsabilité dans l'exercice de sa mission républicaine. Qu'il se positionne clairement pour sauver le service public d'éducation.

**Nos organisations syndicales appellent à rejoindre le rassemblement au ministère le 06 février prochain à 11h : ni retraite Macron, ni BAC maison, annulation des E3C !**

Seine et Marne, Le 04 février 2020